

Est-ce que le nouveau Premier Ministre du Pakistan Imran Khan va tenir ses promesses d'un « nouveau » Pakistan ?

Abdullah Yusuf^{*}, Alamgir Khan^{}, Rhiannon Dempsey^{***}**

Traducción: Audrey Brodu

L'histoire démocratique du Pakistan a été perturbée à son plus haut point. La première entrave à la démocratie, à la suite de l'Indépendance du Pakistan en 1947, est venue de la peur d'une action militaire indienne au Pakistan, et pendant la bipolarisation globale de la Guerre Froide. Ces circonstances ont conduit le Pakistan et les États-Unis à verser d'importantes ressources à l'armée Pakistanaise. La conséquence a été une croissance rapide de l'armée pendant que les institutions civiles ont été mises de côté. En réponse à ça et en conséquence à la peur de fractures au sein de la société civile, suite à la manipulation par des acteurs étrangers, le Pakistan a choisi de prendre **une approche centralisée** concernant sa politique. Ces évènements, combinés à des périodes de régime militaire direct et l'influence Islamiste, ont ouvert la voie à un paysage moderne politique et social pakistanais d'inégalité -- sans compter la démocratie inhérente et les faiblesses constitutionnelles présentes aujourd'hui. Bien que ces différences ancrées désavantagent quasiment tous les citoyens du Pakistan, les groupes minoritaires sont de loin les plus **marginalisés**.

Les groupes minoritaires au Pakistan regroupent moins de 5 % de la population et les

estimations suggèrent que les Musulmans représentent entre 95 et 97 % de la population totale du Pakistan. Le père fondateur du Pakistan, Mohammed Ali Jinnah, a exposé sa vision pour un Pakistan tolérant, qui défend l'égalité de tous les citoyens, dans **son fameux discours** du 11 Août 1947, bien que cette vision doit encore être réalisée. Alors que l'État avance doucement vers l'Islam dans sa rhétorique pour tenter d'ajouter de la légitimité à ses règles, et alors que les groupes Islamique extrêmes gagnent du terrain, la marginalisation et la discrimination contre les groupes minoritaires ne sont voués qu'à augmenter.

La situation paraît sombre pour les droits des minorités au Pakistan. Le récent rapport a nommé le Pakistan l'une des nations les plus hostiles pour les minorités religieuses. Évidemment, des questions comme celle-ci constitueront un défi pour le gouvernement du nouveau premier ministre du Pakistan, Imran Khan, arrivé au pouvoir en août de cette année, promettant une nouvelle ère de responsabilité et de prospérité. Son parti politique Tehreek-e-Insaf (PTI) a gagné 119 sur 270 sièges contestés à l'Assemblée Nationale. Bien qu'il ait manqué de peu la majorité absolue, en s'alliant à des petits partis, il a réussi à former une coalition.

Bien que la situation ait l'air sombre pour les droits des minorités au Pakistan, récemment on a pu apercevoir des lueurs d'espoir. En août dernier, une ancienne star du cricket devenue politicien. Imran Khan a prêté serment comme 22ème Premier Ministre du Pakistan, près de 22 ans après que l'ancienne légende du cricket soit entrée en politique, promettant une nouvelle ère de responsabilités et de prospérité. Il s'était déjà engagé à couper les dépenses du gouvernement, combattre la corruption et mettre fin à la pauvreté.

Visionnaire, Sâge et Meneur, celles-ci étaient les qualités d'Imran Khan comme joueur de

cricket quand il a mené le Pakistan à la victoire durant leur première Coupe du Monde en 1992. Mais la politique pakistanaise est différente du cricket. C'est bien plus compliqué et difficile, spécialement quand la politique historique du pays a été endémique avec un régime dynastique et militaire depuis les années 1950.

Est-ce que le Premier Ministre peut unir le pays et combattre le fléau politique et social bien enraciné? Évidemment, il n'y a pas de solutions toutes faites à des problèmes complexes tels que l'augmentation du déficit commercial, équilibrer les politiques étrangères concurrentes du pays, et plus spécifiquement, réduire les discriminations contre les minorités religieuses. Pour n'en nommer que quelques uns.

Les politiques de régénération et la montée d'Imran Khan

En établissant son parti en 1996, Khan a été moqué par beaucoup qui pensaient qu'il ne serait pas capable de se frayer un chemin parmi le système politique bipartisan fort du Pakistan. La ligue musulmane pakistanaise (communément connue comme Nawaz - PML-N) a la mainmise sur la plus grande province de Punjab et le Parti du Peuple pakistanais (PPP), qui a le contrôle sur la seconde plus grande province du Sind, ces deux partis ont difficilement le travail d'Imran Khan de briser le bipartisme historique. Durant les élections générales de 2013, le parti de Khan a obtenu 33 sièges à l'Assemblée Nationale, bien qu'il ait réussi à former un gouvernement provincial dans le Nord-Ouest de la province de Khyber Pakhtunkhwa (KP). Évidemment, les vieux gardes du Pakistan du PML-N et du PPP pensaient qu'Imran Khan allait échouer dans la province du KP et mettrait en péril, par conséquent, son futur en politique. Au contraire des croyances de ses adversaires politiques, son parti a mené un gouvernement et a fait de la province un modèle pour le pays entier. Contrairement à ses prédécesseurs, le parti de Khan a apporté quelques

réformes tangibles pour la gouvernance qui ont grandement contribué à sa popularité durant sa participation à l'élection générale en 2018, dans la province et dans le pays comme un ensemble.

Depuis 2013, le PTI a été sur la ligne de front du développement du KP, s'associant avec les ONGs, les représentants des entreprises sociales, le secteur privé et les agences de développement internationales. Par exemple, pour la première fois dans l'histoire du pays, le PTI a mené le gouvernement du KP à mettre en place une ordonnance de police (KPPPO 2016) qui a autorisé légalement l'Inspecteur Générale (IG) de la police à résister à n'importe quelle interférence de la police du gouvernement en exercice. C'était une avancée significative pour un pays comme le Pakistan où la police est utilisée dans la victimisation politique. Les autres provinces y compris Sind (menée par le PPP) ont échoué à réformer le système policier même après des demandes répétées du département de la police. Lorsque le chef de la province de Sind AD Khawaja critiquait l'ancienne loi, il a dit : « si la société attend de nous que nous combattions le crime du 21 siècle, pourquoi utilisons-nous des lois de 1861 (se référant aux lois de 1861 établies par le gouvernement colonial britannique pour faire de la police « une force » et non un « service »)? » Réduire les interférences de la politique dans le KP a contribué à faire de la police une institution plus professionnelle et plus apte à gérer efficacement le terrorisme.

Dans le domaine de la santé, Imran Khan's a mené le gouvernement du PTI à introduire aussi des réformes de santé telles que le programme d'assurance Sehat Sahulat qui va couvrir 70 % de la population dans la province. L'assurance autorise le foyer à utiliser jusqu'à 540 000 Rs pour un traitement de santé dans n'importe quel hôpital public ou privé à travers la province. De plus, le gouvernement a aussi veillé à garantir la présence de médecins dans les zones rurales éloignées, dans une tentative d'améliorer la gouvernance

des hôpitaux les plus importants de la capitale de la province. Une enquête récente conduite par Herald en 2018, évaluant l'état du système de santé au Pakistan, a montré que dans la province de Sind, seulement 48 % des personnes interrogées considèrent les dispositions sanitaires comme moyennes et 44 % comme inférieures à la moyenne ou médiocre. Seulement 7 % les ont évaluées comme étant au dessus de la moyenne ou excellentes. D'un autre côté, dans le KP 54 % de ceux interrogés ont qualifié les services de santé dans la province comme moyens, seulement 18 % les ont évalués comme inférieurs à la moyenne, et 26 % les ont évalués au dessus de la moyenne ou comme excellent. C'est important de remarquer que quand l'enquête a été conduite, le PPP avait été au pouvoir à Sind durant les cinq derniers mandats alors que le PTI avait juste fini son premier mandat dans le KP. Le gouvernement provincial de Imran Khan a aussi apporté des changements significatifs dans le secteur de l'éducation. Récemment, le gouvernement dans le KP a reconstruit des écoles qui avaient été détruites par des radicaux islamistes. Il faut garder à l'esprit que, Malala Yousafzai, la gagnante du prix Nobel de la Paix et une activiste du droit des femmes pakistanaise, est en fait, née dans la province de KP, où elle s'est opposée aux tentatives des Talibans d'interdire aux filles d'aller à l'école. Le PTI a aussi recruté pas loin de 40 000 professeurs grâce au Service du Test National (NTS). Selon une enquête menée en 2017 pour évaluer [l'infrastructure des écoles publiques pakistanaises](#), le KP a montré une amélioration considérable et est resté devant les autres provinces.

Le problème pakistanais du changement climatique

L'année dernière, Neil Buhne, Coordonnateur résident des Nations Unies et Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le développement au Pakistan a dit que si le monde ne ralentissait pas le changement climatique, le Pakistan serait [parmi les 6 pays les plus affectés](#). Évidemment, en tant que pays le Pakistan doit lui-même réduire sa

vulnérabilité au changement climatique. Le gouvernement du KP mené par le PTI, a entendu cette préoccupation, plus précisément concernant l'inversion du phénomène grandissant de la déforestation dans la province. Ils ont débuté le projet de plantation d'un milliard d'arbres pour aider à faire face aux défis environnementaux actuels. Le projet a dépassé **le Défi de Bonn** en restituant des arbres sur 350 000 hectares de paysages de forêts dégradés. Le gouvernement provincial a affirmé que le projet aidera à réduire les impacts du changement climatique, tout en proposant des emplois verts, et que ce modèle pourrait être suivi dans le reste du pays. « L'initiative **The Billion Tree Tsunami** [Le Tsunami un million d'arbres], un exemple qui prouve le rôle du gouvernement du Pakistan dans l'effort de restauration international et dans la poursuite de l'engagement au Défi de Bonn" a déclaré Inger Anderson, Directeur Général de l'Union International pour la Conservation de la Nature (IUCN). La plantation réussie d'un milliard d'arbres a été un succès majeur de la part du gouvernement du KP. Contrairement au KP, le gouvernement de la province de Sind a aussi initié une campagne de plantation de mangrove, mais la déforestation a continué dans la province avec un empiétement supplémentaire de 145 000 acres de forêt par les puissants chefs tribaux locaux.

Imran Khan rompt le cycle de la dynastie et du régime militaire ?

Gérer avec succès une armée puissante dépend du succès des réformes du gouvernement. S'il réussit à faire ses réformes et à renforcer le parlement alors le rôle de l'armée sera grandement minimisé.

Contrairement au parti PTI, le PPP et le PML-N sont tous les deux dominés par des dynasties. La direction de ces partis fait déjà face à des accusations de corruption. Le PML-N est contrôlé par Nawaz Sharif (l'ancien Premier Ministre pakistanais, actuellement en

prison car reconnu coupable dans la fuite des Panama Papers) et son frère Shahbaz Sharif (l'actuel opposant au leader). Le fils de Shahbaz Sharif Hamza Shahbaz est à la tête du parti dans la région de Punjab. Le PPP est contrôlé par Asif Zardari (le dernier époux de l'ancienne Première Ministre Benazi Bhutto) et leur fils Bilawal Bhutto. L'avantage qu'a Imran Khan sur ses partis adverses, est qu'il n'a ni amis, ni parents dans le parti et il critique fortement aussi bien le PPP et le PML-N à cause de la présence familiale dans leur parti qui affecte aussi leur poids politique. Évidemment, les promesses d'Imran Khan's d'une responsabilité stricte, son offensive contre la corruption, la réforme du système du gouvernement et le renforcement du parlement doivent encore être accomplis, mais s'il tient ses promesses, il va certainement ouvrir la voie à un nouveau Pakistan. Les critiques se demandent s'il va faire des réformes avec son équipe inexpérimentée et si le gouvernement peut poursuivre une politique étrangère indépendante avec la présence d'une armée forte.

Gardez à l'esprit que son gouvernement provincial a aussi fait face aux mêmes inquiétudes, mais son gouvernement a réussi à implanter ses promesses de réformes dans une large mesure. Gérer avec succès en présence d'une armée puissante dépend du succès des réformes du gouvernement. S'il arrive à faire des réformes et à renforcer le parlement alors le rôle de l'armée sera grandement minimisé.

La Protection des Minorités : le tendon d'Achille du Pakistan

Un domaine particulier avec lequel le Pakistan se bat toujours, est le manque d'opportunités pour les minorités religieuses. Bien qu'Imran Khan ait assuré qu'il veut poursuivre l'héritage de Mohammad Ali Jinnah, le père fondateur du Pakistan, cet héritage implique que tous les citoyens du Pakistan - indépendamment de leur caste, race et

religion - jouissent des mêmes droits de liberté, d'égalité et de justice. Le propre gouvernement provincial de Khan a cependant été critiqué pour avoir échoué dans l'inclusion des femmes ou des membres de n'importe quelles minorités religieuses de la province au sein du cabinet. C'est là que ses ambitions rencontrent la réalité. Cela signifie que la vision égalitaire de Khan d'un « Naya « Nouveau » Pakistan va rapidement périr s'il continue à progresser sur la même voie des pratiques anti-minorités, telles que l'intolérance, ect. Alors que le Pakistan a déjà créé un cadre légal contre les minorités avec ses lois anti-minorités, en commençant par la loi anti-Ahmadi, Imran Khan a besoin d'être réaliste sur la probabilité d'un rapide changement pour les droits des minorités au Pakistan. Le mélange de politique et de religion s'est déjà avéré incendiaire pour la politique pakistanaise. Par exemple, [selon l'Human Rights Watch, au moins 19 personnes étaient dans le couloir de la mort en 2017](#) après avoir été condamnées par la loi sur le blasphème pakistanaise et une centaine ont été laissée en prison tandis qu'elles attendaient un procès - y compris Aasia Bibi (une femme pakistanaise Chrétienne), la première à devoir potentiellement être exécutée pour blasphème. Ce n'est que cette semaine que [la Cour Suprême du Pakistan a finalement mis fin à son supplice et l'a innocentée de toutes charges de blasphème](#) et a ordonné aux autorités de la libérer.

La liberté religieuse ainsi que l'égalité des chances et des droits des minorités qui leur garantissent de mener des vies dignes était une des promesses électorales d'Imran Khan dans la course pour l'élection générale. En tant que personne qui n'a jamais mené de bureau fédéral exécutif avant, Khan va réaliser rapidement que ces promesses ne sont pas des tâches faciles à mettre en place face aux clauses religieuses enracinées constitutionnellement dans le pays [qui offrent rarement la protection](#) aux Chrétiens, aux Hindous, aux Ahmadi et aux autres minorités religieuses.

Remarques finales

Le parti d'Imran Khan n'a pas gagné suffisamment de siège pour former une majorité au gouvernement. Par conséquent, Khan a travaillé pour créer une coalition gouvernementale. La communauté internationale et particulièrement les investisseurs et les organismes donateurs ont attendu un front uni dans le gouvernement capable de prendre des décisions dures. Bien que le gouvernement d'Imran Khan ne porte pas les souillures et le controverses des gouvernements passés, il reste à voir si le tout nouveau Premier Ministre du Pakistan pourra collaborer suffisamment avec les partenaires du gouvernement pour sortir le pays des décennies de maux sociaux tels que les problèmes entourant les droits des minorités.

L'espoir qu'Imran Khan apporte concernant le changement de paysage politique pakistanais est aussi opposé à son propre engagement à défendre la loi controversée sur le blasphème. Dans cet état d'esprit, peu importe la bonne volonté de Khan concernant la question des droits des minorités et de leur protection, son mandat de cinq ans pourra ne pas être suffisant pour contrer des décennies d'extrémisme religieux et de persécutions. Pas étonnant que les minorités tentent déjà de s'aider entre elles. Certaines de ces communautés marginalisées ont installé leurs propres associations et comités tels que le Pakistanais Hindou Panchayat et le Conseil Pakistanais Hindou, dans une tentative de protéger leurs droits, d'autoriser la diffusion des doléances et d'aider à créer une sens de l'identité et de l'unité à l'intérieur des communautés elles-mêmes. Ces efforts aident à créer un peu d'espace pour la survie des minorités face à un environnement politique et sociale difficile et intolérant. Mais ils sont seulement une petite goutte dans l'océan et il est peu probable qu'ils créent un changement percutant, sur la durée, sans un soutien imminent de la scène politique. Si Imran Khan peut accomplir ses promesses et travailler

avec des partenaires au gouvernement pour apporter une nouvelle ère de politiques pakistanaises, alors cela pourrait être un nouvel avènement pour les droits des groupes minoritaires au Pakistan.

[*] *Dr Abdullah Yusuf, Maître de Conférence en Politique, Université de Dundee,
m.a.yusuf@dundee.ac.uk.*

[**] *Alamgir Khan, Chargé de Recherche de Troisième Cycle , Relations Internationales,
Université de Dundee;*

[***] *Rhiannon Dempsey, Chercheur sur les Études portant sur la Sécurité Internationale,
Université de Dundee.*



Ce(tte) œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/).

<http://www.revistaperiferias.org>